

Rencontres Internationales « AGRICULTURE FAMILIALE ET RECHERCHE »

Montpellier, du 1er au 3 Juin 2014

<http://l.agropolis.fr/aiaf2014>

Compte rendu de la session de clôture (restitution des groupes de travail)

José A. Osaba, Forum Rural Mondial (président de session)

Lors de la session de clôture, le 3 juin après-midi, les présidents des 7 ateliers de travail ont présenté un bref résumé des points d'accord entre les participants. Ce résumé comprenait aussi des propositions et recommandations à la recherche, qui sont ici synthétisées.

Atelier 1 : les agricultures familiales dans les territoires

Le groupe a souligné l'existence d'une grande diversité de modèles techniques de production adaptés à leur territoire dans différentes dimensions. Il a également relevé des moyens de décrire ces modèles et de le mettre en œuvre.

Des systèmes d'information doivent être mis en place, qui permettent de comprendre les dynamiques de tenure foncière, d'investissement dans l'agriculture, d'accès au marché et de sécurité alimentaire. Ces systèmes d'information doivent permettre de formuler des propositions de politiques publiques territoriales, qui prennent en compte la diversité des acteurs dans les territoires.

La recherche sur les modèles productifs dans les territoires et sur les politiques associées doit être accentuée.

Atelier 2 : les agricultures familiales face aux défis de l'intensification agro-écologique

L'agro-écologie en tant que champ de recherche a été discutée.

Qui prend les décisions sur les nouvelles pratiques d'intensification (ou celles que l'on redécouvre) à privilégier ? Qui est en charge de la programmation de la recherche sur ce thème ? Davantage de transparence est nécessaire dans ce domaine.

Concrètement, quelques initiatives sont à noter, mais il faudrait davantage d'information, de publicité et de valorisation des travaux. Il s'agit aussi, pour prendre en compte la diversité et la complexité des situations nationales et locales, de développer des recherches au niveau local, au plus près des agriculteurs et de leurs savoirs. Les résultats des processus d'intensification devraient être évalués à l'aune de critères biologiques et organiques, et pas seulement du point de vue de leur performance économique.

Il est nécessaire de mieux connaître les effets des aides et politiques publiques sur les stratégies d'intensification des agriculteurs familiaux. Le personnel politique devrait être mieux renseigné sur les conséquences de tel ou tel choix.

Les bénéfices pour la société de la multifonctionnalité agricole, de la diversité et de la résilience des agricultures familiales devraient être évalués, au même titre que les bénéfices économiques. Il faudrait pour cela mobiliser des méthodes alternatives se saisissant de la durabilité des modèles agronomiques promus.

Atelier 3 : les relations sociales à l'intérieur des exploitations familiales agricoles

Une meilleure analyse des relations de pouvoirs à l'intérieur des familles est nécessaire. En général, la femme agricultrice est victime d'inégalité des points de vue légal, social et culturel. Dans la plupart des cas, même lorsque des normes adressant les relations de genre existent, les discriminations sociales et culturelles demeurent. Ces constats invitent à davantage de recherches, ainsi qu'à de plus amples efforts en termes d'éducation pour l'ensemble de la société.

Cette réalité vaut aussi pour les jeunes agriculteurs dont le rôle au sein de l'exploitation familiale est couramment conditionné par des relations de pouvoir inégales.

La situation des différentes tenures foncières individuelles comme collectives, ainsi que la nature et les impacts des migrations des individus doivent être mieux renseignés.

Des recherches participatives doivent être encouragées, en particulier sur les femmes et les jeunes, prenant en compte les forces, mais aussi les faiblesses de l'organisation des familles.

Atelier 4 : l'agriculture familiale face aux défis de l'urbanisation et de l'emploi

La tendance productiviste dans la production alimentaire a été pointée, en soulignant les importantes inégalités de productivité du travail entre le Nord et le Sud – de 1 à 150% ou plus. Par suite, la compétition est injuste, alors même qu'il paraît difficile, dans la plupart des pays en développement, que les secteurs économiques en dehors de l'agriculture puissent donner des emplois décents aux jeunes générations arrivant chaque année sur le marché du travail.

La multifonctionnalité de l'agriculture familiale est insuffisamment valorisée, de même que son impact en termes d'emploi – sujet d'importance pour les zones rurales – est mal évalué.

Un changement de paradigme est difficile à envisager.

Des approches participatives sont proposées, susceptibles d'élargir le champ des possibles. Les consommateurs doivent aussi être pris en compte. La participation des femmes et des jeunes agriculteurs dans la recherche doit être institutionnalisée de façon à ce qu'elle soit davantage focalisée sur leurs problèmes, et en particulier sur la question de leur qualité de vie.

Les régimes alimentaires, en particulier dans les villes, doivent être pris en compte.

Les circuits de distributions et de ventes doivent être précisément étudiés, dès lors que les agriculteurs doivent pouvoir vendre leurs produits.

Les circuits publics et privés doivent être étudiés et évalués, de même que les indications et dénominations géographiques.

En ce qui concerne l'accès des jeunes à l'agriculture, les liens entre l'urbain et le rural, et entre la ville et la campagne doivent être renforcés, de façon à ce que la jeunesse urbaine puisse aussi trouver à s'employer dans l'agriculture.

Atelier 5 : les agriculteurs familiaux face aux défis du changement climatique

L'atelier a insisté sur la diversification, l'agro-écologie, l'hétérogénéité paysagère et la biodiversité pour une plus grande résilience et une meilleure adaptation aux chocs climatiques. Il recommande de privilégier les usages collectifs des ressources et les systèmes de production de l'agriculture familiale.

L'organisation sociale, les infrastructures et l'action collective sont des leviers à promouvoir. De nouvelles informations doivent être produites pour améliorer les indicateurs de changements et le marché du carbone. L'accès aux ressources naturelles doit être amélioré, la solidarité et les organisations de producteurs renforcées. Un certain dynamisme social est nécessaire pour faire face à la diversité des menaces liées au changement climatique.

Une meilleure sélection des informations prioritaires sur le climat et le changement climatique, sécheresses, désertification, feux et autres nuisances doit être collectées et publiée. Cela inclut toute la gamme depuis les phénomènes mieux connus jusqu'aux plus grandes incertitudes sur certaines questions, telles la gestion communautaire de la biodiversité prenant en compte les savoirs indigènes et scientifiques.

Des assurances agricoles doivent être promues et mises en place selon des processus participatifs, de même que des stratégies de diversification des cultures, de développement ou de mise en réseaux des agriculteurs avec des marchés organisés qui favorisent l'adaptation au changement climatique (notamment par la diversité des cultures et des productions animales).

Atelier 6 : contribution des agricultures familiales aux systèmes alimentaires

Les approches et procédures participatives doivent être privilégiées : associations, organisations de consommateurs. Le principe de base est la reconnaissance des autres êtres humains en tant qu'acteurs de leurs propres vies : c'est le principe « sans vous, contre vous ».

L'atelier insiste sur le multi-niveau, la pluralité des acteurs pour une recherche participative, y compris lors de la formulation des thèmes de recherche.

La promotion de systèmes de production et alimentaires durables favorise de fait plutôt les agricultures familiales, quand d'autres choix peuvent, au contraire, jouer contre elles.

En ce qui concerne la consommation alimentaire, les recherches devraient s'orienter vers :

- Les productions locales,
- de grande qualité,
- respectant l'environnement.

Une décentralisation, au niveau national, des politiques alimentaires pourrait jouer en faveur de l'agriculture familiale.

Le comité international de la sécurité alimentaire (CSA) devrait promouvoir de telles politiques.

Atelier 7 : les agricultures familiales comme un des acteurs de l'avenir de l'agriculture

L'atelier a décliné son travail autour de 2 concepts : les acteurs et les méthodes, pour lesquels 3 questions prioritaires ont été examinées :

- la recherche sur les politiques publiques commerciales
- la recherche sur les marchés internationaux et leur fonctionnement : contrats, partenariat public-privé, impacts sur l'agriculture familiale
- la recherche sur les fonctions des différents acteurs de l'agriculture et sur leurs relations de pouvoir.

En ce qui concerne les méthodes de la recherche, le groupe plaide pour des recherches participatives.

Chercheurs et agriculteurs devraient être au même niveau pour envisager méthodes et agendas de recherche. Les recherches devraient être basées sur des systèmes globaux de savoir et sur des approches qualitatives. L'agriculture familiale et un mode de vie, pas seulement une organisation de la production.

Dans ce contexte, il est nécessaire d'adopter une gouvernance démocratique, y compris de la recherche. Ceci implique d'aller plus loin que par le passé, en donnant une voix plus prépondérante aux femmes et aux hommes des organisations d'agriculteurs, et de disposer de davantage de moyens pour que cela soit possible.

Le secteur public devrait être la première source de financement de la recherche.

D'avantage de responsabilité partagée est nécessaire par rapport aux résultats de la recherche. Les acteurs de recherche devraient avoir davantage de comptes à rendre, mais dans le même temps, devraient être mieux coordonnés.